



Assemblée générale

Cinquante-cinquième session

Documents officiels

Distr. générale
18 octobre 2000

Original: français

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 22^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 13 octobre 2000, à 10 heures

Présidente : Mme Gittens-Joseph (Trinité-et-Tobago)

Sommaire

Point 110 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 110 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite) (A/55/41 (Suppl. No 41), A/55/201, A/55/297, A/55/442, A/55/162-S/2000/715, A/55/163-S/2000/712, A/55/467-S/2000/973)

1. **Mme Russell** (Barbade), s'exprimant au nom des pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), rappelle qu'à l'occasion du Sommet mondial pour les enfants, tenu à New York en 1990, la communauté internationale a pris des engagements concrets dans 10 domaines cruciaux, allant de la Convention relative aux droits de l'enfant à l'atténuation de la pauvreté en passant par le développement économique, l'objectif étant d'améliorer les conditions de vie des enfants. Si des progrès notables ont été accomplis dans certains domaines, le rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur la situation des enfants dans le monde 2000 révèle cependant qu'un certain nombre de buts sont toujours hors de portée et qu'aux problèmes anciens s'ajoutent des problèmes nouveaux : aggravation de la pauvreté, creusement des inégalités, conflits internationaux, guerres civiles, pandémie de VIH/sida. La représentante de la Barbade invite la communauté internationale à réaffirmer ses engagements à l'occasion de la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants. Elle estime que, de par le nombre même de pays qui l'ont ratifiée, la Convention relative aux droits de l'enfant constitue une base solide pour toute action en faveur de l'enfance et impose aux États de faciliter l'instauration d'un environnement propice à l'épanouissement des enfants. Elle constate toutefois que la pauvreté représente toujours un obstacle majeur, qui ne disparaîtra qu'avec la généralisation des services sociaux de base (services de santé, éducation, programmes de nutrition, approvisionnement en eau et services d'assainissement), comme le montrent les enseignements tirés des années 90, et appelle à lutter résolument contre ce phénomène, par des initiatives telles que l'allègement de la dette des pays pauvres, la réorientation des objectifs du Sommet de Copenhague et la revitalisation de l'Initiative 20 % - 20 %. Il faut en outre veiller à ce que la mondialisation et la révolution des technologies de l'information bénéficient à tous.

2. La délégation barbadienne met l'accent sur le fait que l'éducation, notamment l'éducation des filles, est un axe prioritaire dans l'instauration de sociétés plus égalitaires et la lutte contre la pauvreté. Lieu

d'acquisition de connaissances – qui s'avéreront précieuses dans la vie professionnelle –, l'école permet aussi de faire évoluer les comportements vis-à-vis de la violence et des inégalités et donne aux femmes les moyens de s'émanciper. Souscrivant à l'objectif de l'éducation pour tous, les pays de la Communauté des Caraïbes ont donné suite au programme d'action de la Conférence de Jomtien aussi bien au niveau régional qu'au niveau national. Ils ont poursuivi l'application du projet qu'ils avaient engagé en matière d'éducation sanitaire et de préparation à la vie familiale et les activités de prévention de la toxicomanie et de la grossesse parmi les adolescentes, et se sont attachés à développer l'éducation préscolaire. De nombreux pays de la région s'emploient par ailleurs à répandre l'usage de l'informatique.

3. Il importe de ne pas mésestimer l'incidence de la pandémie de VIH/sida sur les enfants. La région des Caraïbes est la plus touchée après l'Afrique subsaharienne et, à l'inverse d'autres régions, la prévalence ne cesse d'y croître. Le VIH/sida est la principale cause de mortalité des hommes entre 15 et 49 ans. Qu'ils soient eux-mêmes atteints du sida ou que leurs parents soient morts de cette maladie, les enfants sont particulièrement vulnérables. La pandémie remet en cause les droits reconnus dans la Convention relative aux droits de l'enfant (éducation, santé, protection contre l'exploitation et la violence) et est bien plus qu'un simple problème sanitaire. Si l'on ne se préoccupe pas des aspects sociaux, économiques et moraux et que l'on ne tente pas de changer les comportements, le développement des Caraïbes pourrait être compromis à long terme. La représentante de la Barbade précise cependant que la conférence régionale de Bridgetown qui s'est tenue récemment a été l'occasion pour les pays de la CARICOM d'aborder le problème de manière plus directe. Le Groupe des Caraïbes pour la coopération dans le développement économique a par ailleurs reconnu lors de sa réunion de juin 2000 qu'il fallait donner la priorité absolue à la lutte contre la pandémie de VIH/sida dans la région.

4. Conscients qu'il importe d'intensifier la lutte contre la toxicomanie, l'exploitation sexuelle, la pornographie mettant en scène des enfants et la traite d'enfants, les pays de la CARICOM saluent l'adoption par l'Assemblée générale des deux projets de protocoles facultatifs à la Convention. Ils jugent intéressant le rapport du Secrétaire général relatif à la question des enfants dans les conflits armés (A/55/163-S/2000/712)

et se félicitent de l'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions 1261 (1999) et 1314 (2000). Le rapport sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (A/55/297) confirme cependant qu'il reste encore beaucoup à faire.

5. La représentante de la Barbade signale que tous les pays de la CARICOM ont signé la Convention relative aux droits de l'enfant et ont établi des mécanismes pour en suivre l'application. Avec le concours financier de l'UNICEF, ils ont par ailleurs lancé divers programmes de sensibilisation (émissions de radio, parlement des jeunes, séminaires). La Convention a de toute évidence permis de progresser sur le plan juridique puisque de nombreux pays ont entrepris d'amender leur législation. Les Caraïbes devront veiller à ce que les réformes proposées fassent l'objet d'un débat public afin que les lois ne puissent pas être remises en cause. La délégation barbadienne précise en outre que la législation relative aux enfants et à la famille n'a cessé de s'étoffer depuis l'adoption par les pays de la CARICOM de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La plupart de ces pays reconnaissent maintenant l'égalité de droit de tous les enfants, y compris ceux nés hors mariage, ce qui représente un progrès considérable dans une région où de très nombreuses femmes élèvent seules leurs enfants.

6. **M. Giulietti** (Observateur de la Suisse) engage les États, les divers organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et les acteurs économiques à redoubler d'efforts pour que le caractère universel de la Convention relative aux droits de l'enfant s'accompagne du respect effectif des droits qui y sont énoncés, surtout dans le cadre des conflits armés. La Suisse a participé activement à l'élaboration du Protocole facultatif à la Convention concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés qu'elle a signé lors de l'Assemblée du Millénaire et qu'elle compte bien ratifier. Si cet instrument comporte d'évidentes faiblesses, en ce qui concerne surtout le régime prévu pour le recrutement volontaire et, dans une certaine mesure, la participation aux hostilités, domaine où les dispositions devraient avoir un caractère plus contraignant, il a au moins le mérite de fixer à 18 ans l'âge de l'enrôlement.

7. Il faudrait aussi entreprendre une action au niveau régional pour assurer une meilleure protection des droits de l'enfant, notamment en cas de conflit, et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Eu-

rope devrait se mobiliser davantage en faveur des enfants en créant des mécanismes institutionnels forts.

8. Évoquant la violence étatique et institutionnelle à l'encontre des enfants, par quoi l'observateur de la Suisse entend les tortures et mauvais traitements subis par les enfants de la part des forces de l'ordre et d'agents de la sécurité, notamment lors de la détention préventive, l'observateur de la Suisse appelle les États à punir les responsables de ces violations et à prendre des mesures concrètes pour protéger les droits des enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale. Il appuie la recommandation du Comité des droits de l'enfant selon laquelle le Secrétaire général devrait mener une étude approfondie sur le thème de la violence à l'égard des enfants. La Suisse engage tous les États à prendre une part active en 2001 aux travaux visant à élaborer un protocole facultatif à la Convention des Nations Unies contre la torture ou autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui permettra d'améliorer le sort des enfants victimes de mauvais traitements et de torture. La Suisse, qui a fait de la protection et de la promotion des droits de l'enfant un élément central de sa politique étrangère, s'apprête à oeuvrer dans ce sens durant la préparation de la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera au suivi du Sommet mondial pour les enfants.

9. La Suisse salue l'action du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, de l'UNICEF et des nombreuses organisations non gouvernementales actives sur le terrain, et se félicite de l'adoption de la résolution 1314 (2000) du Conseil de sécurité ainsi que des recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général (A/55/163-S/2000/712), en particulier celles qui ont trait à la responsabilité des acteurs non étatiques et à la nécessité de contrôler la prolifération des armes légères; enfin, elle remercie le Canada d'avoir organisé à Winnipeg la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre.

10. **M. Dos Santos** (Mozambique) accueille avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/55/163-S/2000/712) et le rapport du Comité des droits de l'enfant (A/55/41), et considère que les deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant adoptés par l'Assemblée générale compléteront les instruments visant à promouvoir et à protéger les droits de l'enfant. Convaincu qu'on ne peut rester indifférent au sort des très nom-

breux enfants réfugiés ou déplacés ni à celui des enfants soldats, il souligne que les acteurs nationaux et internationaux (gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales et universitaires) doivent par leur engagement et leur action renforcer la portée des instruments internationaux. Les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et ses deux protocoles facultatifs doivent également être transposées dans la législation et les politiques nationales, quels que soient les aspects considérés : politique, social, économique ou juridique. Le Mozambique sait gré au Conseil de sécurité de l'attention qu'il a accordée à la question de la participation des enfants aux conflits armés et l'engage à poursuivre ses efforts. Il remercie aussi le Gouvernement canadien d'avoir organisé à Winnipeg la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre.

11. En partenariat avec la société civile et d'autres acteurs, le Mozambique a arrêté des orientations juridiques, sociales et économiques afin d'incorporer dans la législation nationale les principales dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments, tels que la Charte africaine des droits et du bien-être des enfants. L'âge de la conscription a par exemple été fixé à 18 ans et des lois sur l'emploi et la famille ont été adoptées.

12. Ayant lui-même connu le fléau de la guerre, le Mozambique a pris des mesures, qui cadrent avec les instruments régionaux et internationaux, afin de protéger les droits des enfants pendant et après un conflit. Ces mesures portent notamment sur la réinsertion des enfants ayant participé à un conflit, la formation d'enseignants à la prise en charge des enfants traumatisés et l'accès à l'éducation des enfants réfugiés ou déplacés. Le Gouvernement mozambicain a par ailleurs adopté une stratégie visant à garantir le bien-être des enfants orphelins, handicapés ou traumatisés. Il a aussi engagé un programme de réunification des familles séparées par la guerre et les inondations qui ont dévasté le sud et le centre du pays au début de 2000. Le représentant du Mozambique insiste sur le fait que les individus jouent aussi un rôle important dans tous ces efforts et qu'il ne se sert à rien de ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs si aucune suite concrète ne leur est donnée.

13. **Mme Brobbey** (Ghana) dit que si des progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs fixés par le Sommet mondial pour les enfants en 1990, la pau-

vreté, l'ignorance, les conflits, l'instabilité sociale et les maladies, telles que le VIH/sida, font échec aux droits fondamentaux et nuisent au bien-être des enfants partout dans le monde. Elle déplore l'attentisme de la communauté internationale vis-à-vis de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, pourtant ratifiée par un nombre record de pays, et invite les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à accepter l'amendement au paragraphe 3 de l'article 43 de la Convention, qui prévoit de porter de 10 à 18 le nombre de membres du Comité des droits de l'enfant, ce qui faciliterait notamment l'examen des rapports des États parties. Elle se félicite par ailleurs que l'Assemblée générale consacre en 2001 une session extraordinaire au suivi du Sommet mondial pour les enfants.

14. Pour ce qui est de la protection des enfants touchés par les conflits armés, le rapport du Représentant spécial du Secrétaire général (A/55/442) fait état d'une situation extrêmement préoccupante. Le Ghana sait gré au Représentant spécial de son action et se déclare satisfait que l'Assemblée générale ait adopté le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et le Conseil de sécurité la résolution 1314 (2000), par laquelle il exhorte les États Membres à exclure des lois d'amnistie les crimes commis contre des enfants et à prendre des mesures afin de mettre fin au commerce illicite des ressources naturelles et au trafic d'armes légères qui prolongent les conflits et en accroissent l'impact sur les enfants. À cet égard, la délégation ghanéenne remercie le Gouvernement canadien d'avoir aidé à organiser en avril 2000 la Conférence d'Accra, à l'issue de laquelle ont été adoptés une déclaration et un programme d'action visant à venir en aide aux enfants touchés par des conflits armés en Afrique de l'Ouest.

15. Elle est d'avis qu'une coopération internationale accrue entre les organismes chargés de l'application des lois permettrait de mieux lutter contre les crimes relatifs à l'exploitation sexuelle des enfants. Elle note avec satisfaction l'adoption par l'Assemblée générale du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et attend avec intérêt le protocole facultatif concernant le trafic illicite d'êtres humains qui devrait compléter la Convention internationale contre la criminalité transnationale organisée. Souscrivant à l'opinion du Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants, le

Ghana estime que la dégradation des structures familiales aboutit à la disparition des facteurs de stabilisation les plus importants pour l'enfant et exhorte donc la communauté internationale à adopter des mesures afin de protéger la cellule familiale. Il encourage aussi les États Membres à réformer leur système judiciaire et à prendre des dispositions correctives et préventives. La représentante du Ghana insiste par ailleurs sur le rôle important des médias et des campagnes de sensibilisation pour dénoncer les agissements des trafiquants et les violations des droits de l'enfant. Soucieux d'appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant, le Ghana a lui-même entrepris d'amender sa législation et de réformer le système judiciaire et le régime de protection sociale. L'âge de la responsabilité pénale a par exemple été porté de 7 à 14 ans et les coutumes autorisant des formes de servitude visant généralement des enfants ont été interdites. Le Ghana se fait l'écho du Rapporteur spécial et souligne que la collaboration avec le secteur privé est indispensable si l'on veut abolir le travail des enfants et éviter que les mineurs qui travaillent ne courent le risque d'être sexuellement exploités par leurs supérieurs. Enfin, il salue les efforts de l'UNICEF concernant notamment la lutte contre la pandémie de VIH/sida en Afrique subsaharienne.

16. **M. Cherif** (Tunisie) se félicite de l'adoption des deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, et souligne l'importance fondamentale du processus de suivi du Sommet mondial pour les enfants, à l'heure où les droits de l'enfant sont encore trop souvent bafoués. En dépit des progrès accomplis, la situation reste en effet préoccupante puisqu'on compte aujourd'hui dans le monde environ 300 000 enfants de moins de 18 ans qui participent à des conflits armés, 20 millions d'enfants réfugiés et plus de 1 million d'enfants orphelins ou séparés de leurs parents. Par ailleurs, nombre d'enfants subissent les conséquences des régimes de sanctions ou sont victimes de situation de conflits, comme ce garçon de 12 ans, froidement assassiné par des militaires.

17. La Tunisie a, quant à elle, mis en place un plan d'action national en faveur de l'enfant pour l'application de la Déclaration mondiale sur la survie, la protection et le développement de l'enfant, qui lui a permis d'enregistrer d'importants progrès, notamment un recul sensible du taux de mortalité infantile, un taux de vaccination de plus de 90 %, le développement de crèches et de jardins d'enfants et un taux d'accès à

l'enseignement primaire de 99 %, tant pour les filles que pour les garçons.

18. L'instauration du Conseil supérieur de l'enfance, la promulgation du Code de l'enfant et la célébration de la Journée de l'enfance témoignent des efforts déployés par la Tunisie pour respecter les droits de l'enfant. À ce volet normatif sont venus s'ajouter des dispositifs plus concrets, tels la nomination d'un Commissaire chargé de la protection de l'enfance auprès des gouvernorats, qui effectue un important travail de terrain, tout comme le juge des mineurs, pour résoudre les problèmes rencontrés par les enfants et les jeunes.

19. **M. Mangachi** (République-Unie de Tanzanie), après avoir signalé que sa délégation s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la Namibie au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe, souligne que son gouvernement a lancé un plan d'action national pour réduire la mortalité infantile et la malnutrition, améliorer l'accès à l'éducation, aux services de santé, à un logement convenable et à l'eau potable, en vue d'appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant qu'il a, après l'avoir ratifiée en 1991, fait traduire dans la langue nationale, le kiswahili, afin d'en assurer la plus large diffusion possible. Conséquence de ces efforts, plus de 80 % des enfants sont désormais vaccinés contre les maladies infantiles, la poliomyélite est en voie d'éradication et la mortalité infantile a été réduite. Mais ces progrès restent modestes et, pour les améliorer, la République-Unie de Tanzanie compte sur le soutien accru de la communauté internationale, des organismes issus des Accords de Bretton Woods, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Organisation mondiale de la santé, du Programme des Nations Unies pour le développement, du secteur privé, des organisations non gouvernementales nationales et internationales et de tous les pays donateurs qui lui ont déjà prêté leur précieux concours.

20. Alors que la mondialisation pourrait être une chance pour les pays en développement, le fardeau de la dette, l'insuffisance des investissements et des apports de ressources les asphyxient et les empêchent de se concentrer sur des problèmes qui concernent en tout premier lieu les enfants, comme l'éducation et la santé.

21. Il est inacceptable que, chaque année, 11 millions d'enfants meurent des suites de maladies évitables. En Tanzanie, l'épidémie de sida vient d'anéantir tous les

efforts qui avaient été accomplis dans le domaine de la santé, malgré les programmes de lutte mis en oeuvre par l'UNICEF, l'OMS, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida. Lors de la session extraordinaire qu'elle tiendra en 2001 pour examiner le problème du VIH/sida sous tous ses aspects et y faire face, l'Assemblée générale devra analyser les répercussions du sida sur les enfants, en particulier les filles, et élaborer un plan d'action pour y remédier. Le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant (A/55/201) décrit une situation alarmante, que l'on ne peut plus tolérer. La vente d'enfants et leur exploitation sexuelle, le travail des enfants sont inadmissibles et ceux qui perpètrent des actes de violence à l'encontre des enfants dans des situations de conflit sont des criminels.

22. **Mme Suñé** (Andorre) dit que l'année 2000 a déjà à son actif qu'un nombre assez élevé de pays a signé les deux protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant, l'un, l'implication des enfants dans les conflits armés, et l'autre, la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Elle espère que le nombre de pays signataires aura augmenté d'ici la fin de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale.

23. Pour la délégation andorrane, le débat sur la question des enfants soulève toujours une foule de questions du fait que, dans une partie du monde, les enfants reçoivent le maximum d'attention, tandis qu'ailleurs, il est si difficile de parvenir à un minimum acceptable. C'est pourquoi l'Andorre se déclare pleinement disposée à coopérer à la préparation de la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants et espère que divers organes, en particulier le Conseil économique et social dont l'Andorre va devenir membre en janvier 2001, y contribueront.

24. S'agissant de la protection des enfants touchés par la guerre, le fait que le Conseil de sécurité se soit engagé à protéger ces enfants, comme a raison de le souligner dans son rapport (A/55/442) le Représentant spécial du Secrétaire général, est un acquis important. Un autre point essentiel est de prévoir dans le cadre de toutes les opérations de maintien de la paix une formation concernant les enfants pour rendre le personnel de l'ONU mieux à même de répondre aux besoins de ce groupe de population sur le terrain. En ce qui concerne le relèvement après les conflits, on a souligné à juste

titre la nécessité de prévoir des plans cohérents et bien conçus qui tiennent compte des besoins des jeunes qui ont vécu une situation de guerre. L'Andorre appuie également toutes les initiatives tendant à renforcer la pénalisation de tous les crimes commis contre des enfants, et se félicite à cet égard des travaux récents concernant l'élaboration du Règlement (de procédure et de preuve) de la Cour pénale internationale. Enfin, la délégation andorrane remercie le Gouvernement canadien d'avoir organisé la Conférence internationale de Winnipeg sur les enfants touchés par la guerre, et espère que les objectifs qui y ont été définis mobiliseront tout l'appui nécessaire.

25. Concernant la lutte contre le sida, les préparatifs de la prochaine Conférence mondiale sur le sida, en 2001, devront accorder une attention toute particulière aux enfants, qui sont l'avenir des pays.

26. S'agissant de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants, l'Andorre encourage le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme à poursuivre ses travaux. Elle demande à tous les gouvernements de renforcer leur législation dans ce domaine et de ne ménager aucun effort pour aider ces enfants à retrouver une vie normale.

27. L'éducation est l'un des piliers de l'action en faveur de l'enfance, et il apparaît indispensable que les droits de l'homme restent un thème fondamental de l'enseignement dispensé aux jeunes. En outre, le problème majeur de la pauvreté, qui réduit les chances de beaucoup d'enfants, doit constituer un des axes majeurs de la réflexion et des décisions.

28. **Mme Nasser** (Palestine) dit qu'elle est contrainte par l'actualité d'axer son intervention sur le déni et les violations systématiques de leurs droits dont sont victimes les enfants palestiniens. Au cours des derniers jours, une vingtaine d'enfants ont été brutalement et délibérément exécutés et plus d'un millier d'autres blessés. L'image qui a fait le tour du monde du meurtre gratuit par un soldat israélien d'un garçon palestinien de 12 ans résume en une poignante photographie toute la tragédie de la vie d'un enfant palestinien sous l'occupation israélienne.

29. Il est évident qu'un enfant ne peut pas exercer pleinement son droit à l'éducation, ni son droit de grandir en bonne santé, de se distraire et de s'épanouir normalement, ni aucun des droits qui lui sont reconnus en tant qu'être humain, lorsqu'il subit chaque jour les

conséquences extrêmement néfastes d'un conflit armé et de l'occupation étrangère, lorsqu'il ne peut satisfaire ses besoins élémentaires, et lorsque c'est son intégrité physique et sa vie même qui se trouvent chaque jour menacées. La condition indispensable pour qu'un enfant puisse pleinement exercer ses droits fondamentaux et se développer de façon saine et normale sur tous les plans est qu'il bénéficie, même en temps de conflit armé et d'occupation étrangère, de conditions de paix et de sécurité fondées sur le respect des buts et des principes consacrés par les instruments relatifs aux droits de l'homme, comme le veut le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés. Dans les derniers jours, l'usage excessif de la force par l'armée israélienne s'est soldé par de graves pertes en vies humaines, des centaines de blessés, des foyers et des biens détruits et une rapide détérioration de la situation et de conditions de vie dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem. De nombreuses familles sont sans électricité, des écoles ont fermé et de sévères restrictions sont imposées à la circulation des biens et des personnes. Depuis plusieurs décennies, la politique israélienne empêche ou entrave considérablement l'exercice d'une grande partie des droits, même élémentaires, qui sont garantis aux enfants palestiniens par différents instruments juridiques qu'Israël ne respecte pas.

30. La Palestine, tout en demeurant foncièrement attachée à la paix, prie instamment la communauté internationale, comme elle en a pris l'engagement dans le cadre de la Déclaration mondiale et du Plan d'action en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant, de s'employer à améliorer le sort de millions d'enfants qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles, y compris les enfants victimes de l'occupation étrangère.

31. **M. Aguzzi-Duran** (Venezuela) dit que si des progrès ont été accomplis tant sur le plan normatif qu'en ce qui concerne la promotion et le respect des droits, principes et normes déjà consacrés, l'émergence de nouvelles situations et l'aggravation d'autres situations déjà anciennes font aussi ressortir des domaines auxquels la communauté internationale doit consacrer toute son attention, comme la situation difficile des milliers d'enfants victimes de conflits armés dont le Secrétaire général a rendu compte dans son rapport sur la question (A/55/163-S/2000/712).

32. Il convient de rendre hommage aux organismes du système des Nations Unies, aux gouvernements et à la communauté internationale, notamment les ONG, pour l'action qu'ils mènent afin d'aider sur le plan psychologique et matériel des millions d'enfants qui connaissent des situations difficiles parce qu'ils sont victimes de la pauvreté, d'une situation économique et sociale précaire, de maladies, de catastrophes naturelles, de conflits armés, de l'exploitation, de l'analphabétisme, de la faim, de l'intolérance, de handicaps ou du manque de protection juridique. Il est malgré tout très encourageant de voir que la communauté internationale s'emploie sans relâche à établir un cadre normatif pour délimiter et sanctionner la liberté juridique dont arguent certains États pour éluder la responsabilité morale et éthique qui leur incombe de préserver l'intégrité de tous les enfants et adolescents. Ainsi, le Venezuela attache beaucoup d'importance aux deux Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant que l'Assemblée générale a adoptés récemment et que le Gouvernement vénézuélien a ratifiés le 7 septembre 2000. La communauté internationale doit maintenant faire la preuve de sa volonté politique de traduire dans les faits les nouvelles dispositions qu'elle a librement acceptées.

33. Concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le fait que des instruments juridiques aient été adoptés et que des engagements aient été pris n'empêche pas que toutes sortes d'atrocités continuent d'être commises contre des enfants. Le Venezuela s'oppose à la participation des enfants aux conflits armés et sa législation fixe à 18 ans l'âge minimum de l'enrôlement dans les forces armées et de la participation à des conflits armés.

34. S'agissant du deuxième Protocole, le Venezuela, qui en a appuyé l'élaboration, condamne ces pratiques qui vont à l'encontre des droits de l'enfant et de l'esprit de la Convention. Pour le Venezuela, la protection juridique face au problème de la vente et de la traite des enfants ne doit pas se limiter à l'exploitation sexuelle; il faut aussi condamner les pratiques qui violent les normes internationales en matière d'adoption, par exemple. La législation vénézuélienne couvre tous ces différents aspects. La nouvelle Constitution vénézuélienne, dont l'un des premiers titres est consacré aux devoirs, aux droits et à la protection des personnes, énonce entre autres principes celui de l'égalité et de la non-discrimination entre les sexes, et ce principe s'applique aux enfants des deux sexes vivant au Vene-

zuela qui sont traités sur un pied d'égalité. Le Venezuela s'emploie résolument à mettre sa législation en conformité avec les principes consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. C'est dans ce contexte qu'est entrée en vigueur, le 1er avril 2000, une loi organique pour la protection de l'enfant et de l'adolescent qui reconnaît les enfants comme des sujets de droit à part entière, avec des droits et des responsabilités comme tout être humain. La loi crée en outre les mécanismes chargés de garantir aux enfants se trouvant sur le territoire vénézuélien l'exercice sans discrimination aucune des droits individuels et collectifs qui leur sont reconnus. Le Gouvernement vénézuélien a maintenant engagé la deuxième phase de ce processus qui, outre la création à tous les échelons de mécanismes de surveillance, consistera à faire connaître et à établir durablement les principes et les normes consacrés par la nouvelle loi, s'agissant des droits, des devoirs et des responsabilités de l'État, de la famille et de la collectivité.

35. **M. Kuindwa** (Kenya) dit que, face à la pandémie de VIH/sida, la délégation kényenne se félicite de toutes les interventions des Nations Unies et autres organismes compétents et de tous les systèmes d'appui mis en place pour venir en aide aux enfants.

36. Le Kenya, qui attache une grande importance à la question des enfants, a de son côté approuvé la Charte des droits de l'enfant, ratifié la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et signé au cours du Sommet du Millénaire les deux Protocoles facultatifs à la Convention. Si, depuis son indépendance, le Kenya n'a pas eu d'expérience directe des conflits armés, il a pu, en accueillant les enfants réfugiés de pays voisins, constater les souffrances d'innocents lors d'un conflit armé. En coopération avec l'UNICEF et le HCR, le Gouvernement mène des initiatives de paix et de réconciliation et estime qu'il faut évaluer les dommages psychologiques subis par les enfants traumatisés et y remédier en adoptant une approche intégrée orientée sur l'action qui combine politique sociale, volonté politique, moyens économiques et souci de mobiliser les fonds nécessaires. Il faut établir des services de formation et créer les capacités nécessaires pour mettre en place au niveau local des services de conseil et de réadaptation. Le Kenya est résolu à apporter tout son appui et espère que la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera au suivi du Sommet mondial pour les enfants permettra de réexaminer les objectifs et de trouver des solutions.

37. **Mme Mudie** (Australie) déclare qu'on peut juger une société à l'aune de son comportement vis-à-vis de son groupe le plus vulnérable, à savoir les enfants et les jeunes. C'est pourquoi l'Australie se félicite de la ratification par 191 États de la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que de l'adoption par l'Assemblée générale, en mai 2000, des protocoles facultatifs concernant l'implication des enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Elle envisage, au terme des consultations d'usage, de ratifier la Convention No 182 de l'OIT concernant l'interdiction et l'action immédiate en vue de l'élimination des pires formes de travail des enfants, et considère que l'adoption du Programme pour les enfants touchés par la guerre, par la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre, réunie en septembre 2000, à Winnipeg, marque une étape importante à la veille de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui sera consacrée en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants.

38. Dans cet esprit, l'Australie apporte son appui aux travaux du Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et accueille avec satisfaction son dernier rapport (A/55/442), où il plaide pour que les nombreuses organisations qui oeuvrent dans ce domaine créent un ensemble d'activités essentielles et viables qui aboutissent à des résultats tangibles. L'Australie apporte également son appui aux travaux du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargée d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et ajoute qu'elle a pris une part active, en mars 2000, à une réunion de l'Initiative régionale asiatique contre la traite des femmes et des filles, accueillie par les Gouvernements des Philippines et des États-Unis d'Amérique.

39. L'Australie est elle-même à l'origine de plusieurs initiatives dans ce domaine : à l'échelle de la région de l'Asie et du Pacifique, elle collabore avec l'UNICEF et le programme d'aide bilatérale australien et met l'accent sur l'éducation de base, la santé primaire et la santé maternelle, ainsi que sur le développement dans une perspective sexospécifique, démarche qui contribue à la protection et à la promotion des droits des filles. En outre, s'inspirant de la Déclaration et du Programme d'action adoptés par le Congrès mondial de Stockholm contre l'exploitation sexuelle des enfants à

des fins commerciales (1996), l'Australie a lancé en août 2000 son Plan d'action national contre l'exploitation des enfants à des fins commerciales et elle espère que les efforts consentis dans ce domaine par la communauté internationale aboutiront à des résultats tangibles lors du Congrès mondial qui sera organisé sur ce thème à Yokohama.

40. Déjà, des signes encourageants sont perceptibles puisque, 10 ans après l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant, des progrès ont été observés sur la voie de la réalisation des objectifs fixés lors du Sommet mondial pour les enfants (1990), notamment en ce qui concerne la vaccination, la lutte contre la carence en iode et la promotion de l'allaitement maternel, même si les objectifs en matière de nutrition, de baisse du taux de mortalité, d'hygiène et d'éducation des filles sont encore loin d'être atteints. Il importe donc que la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui sera consacrée en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants définisse un programme d'action énonçant des priorités conformes au nouveau programme mondial en faveur des enfants de l'UNICEF. En effet, l'Australie estime qu'il convient d'exploiter la dynamique actuelle pour obtenir que les droits inaliénables de l'enfant soient juridiquement reconnus à l'échelle internationale.

41. **M. Bhatti** (Pakistan) constate que la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale coïncide avec le processus préparatoire de l'examen décennal des progrès accomplis depuis l'adoption, lors du Sommet mondial pour les enfants (1990), de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant. D'après les éléments d'information recueillis, plus de 1,2 milliard d'individus vivent encore dans la pauvreté absolue, dont 700 millions d'enfants; plus de 22 millions d'enfants sont réfugiés ou déplacés; de nombreux enfants sont encore victimes des conflits armés et d'actes de violence, tels que ceux perpétrés contre eux par les forces d'occupation indiennes au Cachemire; les enfants, tout comme les femmes, sont les plus touchés par la pandémie de VIH/sida et par la discrimination.

42. À ce propos, le Pakistan relève que dans son dernier rapport (A/55/442), le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés constate l'effondrement des systèmes de valeurs traditionnels qui constituaient autrefois pour les enfants et les femmes des boucliers protecteurs contre les horreurs de la guerre. C'est pourquoi il est impératif que

les militants d'organisations politiques et de la société civile, les parents, les enseignants, les dirigeants religieux et les notables unissent leurs efforts en vue de rétablir une culture du respect, notamment de la diversité, et prônent la coexistence pacifique de tous les segments de la société; on ne peut qu'espérer que le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication des enfants dans les conflits armés y contribuera sensiblement. Il importe tout particulièrement, ainsi que le fait observer dans son dernier rapport (A/55/297) le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargée d'examiner les questions se rapportant à la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, de renforcer l'institution que constitue la famille afin d'offrir aux enfants un environnement propice à leur développement psychique, physique, moral, spirituel et intellectuel et de les prémunir contre les graves menaces que constituent pour eux les adoptions à mauvais escient, la prostitution ou l'exploitation sexuelle à des fins commerciales – marché qui, chaque année, recrute environ un million d'enfants et procure des profits de 7 à 12 millions de dollars. Il est à espérer que le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, adopté par l'Assemblée générale en mai 2000, ainsi que les négociations en cours à Vienne à propos du protocole facultatif au projet de Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, renforceront les efforts internationaux en vue de limiter cette entreprise hautement condamnable.

43. Dans ce contexte, le Pakistan a abandonné toutes ses réserves à la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifié l'amendement au paragraphe 3 de l'article 43 de la Convention prévoyant de porter de 10 à 18 le nombre des membres du Comité pour les droits de l'enfant, et promulgué une loi qui abolit la peine capitale pour les délinquants mineurs âgés de moins de 18 ans au moment où ils ont commis le crime dont ils sont accusés et qui interdit leur détention avec des prisonniers adultes ou des criminels endurcis.

44. Mais c'est dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants que le Pakistan s'est montré particulièrement actif. Selon l'Organisation internationale du Travail, 250 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans travaillent à temps complet ou partiel dans diverses régions du monde. Cette situation tient à ce que le cer-

cle vicieux de la pauvreté se perpétue d'une génération à l'autre dans les pays en développement, vecteur d'analphabétisme, de problèmes de santé chroniques et de malnutrition. Aussi les pays développés devraient-ils apporter une assistance financière et technique aux pays en développement afin que ces derniers mettent en place des institutions d'enseignement professionnel, qui pourraient elles-mêmes contribuer au développement par leurs activités. Au niveau national, le Pakistan avait adopté la loi sur l'emploi des enfants (1991) et la loi sur l'abolition du travail forcé des enfants (1992), et il a lancé au début de 2000 un Plan d'action national destiné à éliminer les pires formes de travail des enfants. Ce plan d'action, dont l'application est supervisée par un Comité consultatif permanent dirigé par le Ministre fédéral du travail, a pour but de favoriser l'apprentissage d'un métier par les jeunes. En parallèle, le Plan d'action national pour l'éducation instaure l'enseignement primaire obligatoire pour chaque enfant, le renforcement des qualifications des enseignants du primaire, le recrutement de 216 000 nouveaux enseignants, prévoit de réduire l'analphabétisme féminin de 50 % d'ici à 2003 et de réduire les disparités entre hommes et femmes au regard du taux d'alphabétisation de façon qu'elles tombent de 11 à 5 %.

45. **Mme de Armas Garcia** (Cuba), après avoir rappelé, chiffres à l'appui, l'écart considérable qui sépare les pays développés des pays en développement en ce qui concerne la promotion et la défense des droits de l'enfant, dit que Cuba applique depuis plusieurs années, en dépit de ses difficultés économiques, un programme d'action national en faveur des enfants qui prouve à quel point la volonté politique peut être décisive. Ce qui vaut pour Cuba ne vaut cependant pas pour de nombreux pays, où l'absence de progrès dans l'action menée en faveur des enfants est en grande partie imputable à des facteurs structurels qui privent les pouvoirs publics de moyens d'action. Il faudrait donc que la communauté internationale, dans un effort de solidarité, fournisse à ces pays les ressources dont ils ont besoin pour appliquer les plans d'action nationaux qu'ils ont élaborés pour donner suite au Sommet mondial pour les enfants.

46. Cuba se félicite de l'adoption, en mai 2000, des deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, qu'elle vient de signer. Leur entrée en vigueur devrait permettre de mieux protéger les droits de l'enfant.

47. Cuba remercie le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants de son rapport (A/55/442), qui permet de prendre conscience du problème. Elle s'inquiète en revanche que le Conseil de sécurité, qui a pour mandat de maintenir la paix et la sécurité internationales, s'occupe de plus en plus des questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. S'il y a un organe de l'Organisation qui doit s'en occuper, ce n'est pas le Conseil mais l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social qui, en vertu de la Charte des Nations Unies, sont seuls compétents dans le domaine social. L'Assemblée générale peut toujours envisager de prendre des mesures si la protection des droits de l'enfant dans des situations de conflit armé exige une action plus vigoureuse, à moins que d'autres organes puissent résoudre les problèmes qui se posent dans le cadre de leur mandat.

48. Cuba déplore vivement que le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants n'ait pu, l'année même où est adopté le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant portant sur ces questions, présenter son rapport (A/55/297). La délégation cubaine considère par ailleurs que si le Rapporteur, Mme Calcetas-Santos a incontestablement contribué, par ses efforts, à faire prendre davantage conscience des phénomènes qu'elle est chargée d'étudier, elle n'a toujours pas présenté le rapport bien documenté et complet que l'on attend d'elle. La délégation cubaine espère qu'une fois accompli le travail de dépouillement et d'analyse des réponses apportées par les gouvernements au questionnaire que leur a adressé le Rapporteur spécial, il sera possible d'examiner à nouveau la question de manière plus approfondie, c'est-à-dire de cerner de plus près les problèmes et de trouver des moyens de les résoudre.

49. Cuba constate avec préoccupation que certains rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme semblent prendre pour habitude de centrer leurs rapports sur un aspect des questions qu'ils sont chargés d'étudier. Mme Calcetas-Santos, elle, a choisi de centrer son rapport sur le rôle du secteur privé et des organisations non gouvernementales dans la promotion des droits de l'enfant, c'est-à-dire sur le fait que certaines entreprises créent des garderies sur les lieux de travail pour que les mères qui travaillent aient leurs enfants près d'elles, offrent des bourses aux enfants de

familles défavorisées, etc. Ces mesures sont très louables et relèvent incontestablement de la promotion et de la protection des droits de l'enfant mais elles n'ont pas grand-chose à voir avec le mandat du Rapporteur spécial, qui consiste à examiner la portée, les causes et les conséquences de problèmes précis et à formuler des recommandations claires quant aux moyens d'y remédier.

50. À Cuba, la promotion et la protection des droits de l'enfant ne sont pas de vains mots et ont permis d'obtenir des résultats remarquables, en dépit de l'embargo imposé par les États-Unis. Tout y est fait pour que chaque enfant, à partir du moment où il est conçu, puisse se développer sans entrave. Ainsi, le taux d'enseignants par habitant est le plus élevé du monde (un enseignant pour 42 habitants) et le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire atteint les 100 %. Des maladies comme la diphtérie, la poliomyélite, le tétanos néonatal et infantile, la méningite et la tuberculose ont été complètement éradiquées, grâce à un système sanitaire performant, et le taux de mortalité infantile a été réduit à 7,1 pour 1 000 naissances vivantes.

51. **M. Ndzenge** (Cameroun) dit que, jadis considérés comme un trésor collectif, les enfants sont aujourd'hui l'objet d'enjeux diaboliques. Les systèmes de valeur traditionnels qui les mettaient auparavant à l'abri du danger ne sont plus respectés. De ce fait, leur situation sociale s'est dégradée et ils sont nombreux à être soumis à des violences physiques, mentales et affectives qui les marquent à jamais. Des phénomènes nouveaux tels que le sida, dont ils souffrent soit comme victimes, soit comme orphelins, et la multiplication des conflits intertribaux ajoutent à leurs souffrances.

52. C'est pleinement conscient de cette situation que le Cameroun appuie toutes les initiatives visant à faire connaître, promouvoir et défendre les droits des enfants, qu'il a adhéré à la Convention relative aux droits de l'enfant et à ses deux protocoles facultatifs, à la Convention No 182 de l'Organisation internationale du Travail sur les pires formes de travail des enfants et au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et qu'il prévoit d'adhérer à la future convention contre la criminalité transnationale organisée et aux deux protocoles qui s'y rapporteront.

53. La délégation camerounaise ne voit aucune objection à ce que le Conseil de sécurité s'occupe de la question de la protection des enfants dans les conflits

armés et considère qu'elle relève de son domaine de compétence. Elle saisit cette occasion pour remercier tous les acteurs nationaux et internationaux qui ne ménagent aucun effort pour promouvoir et défendre les droits de l'enfant, notamment la Commission des droits de l'homme et le Comité des droits de l'enfant et, plus particulièrement, le Représentant du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants.

54. Il est reconnu aujourd'hui que les principaux obstacles au respect des droits de l'enfant sont la pauvreté, le VIH/sida et les conflits. Malgré la prospérité sans précédent de l'économie mondiale, 40 % des enfants des pays en développement disposent de moins de 1 dollar par jour pour survivre. Dans l'incapacité de se développer pleinement, ces enfants ne peuvent devenir des adultes responsables et productifs. La lutte contre la pauvreté doit donc, comme les chefs d'État l'ont souligné lors du Sommet du Millénaire, demeurer la première des priorités. Elle suppose que les pays développés aident financièrement les pays en développement à financer leurs services sociaux de base et donc accroissent leur aide publique au développement et qu'ils apportent une solution adéquate au problème de la dette. Quant au sida, la délégation camerounaise partage l'avis de l'UNICEF selon lequel il faut, pour que la lutte contre la pandémie soit efficace, que les dirigeants du monde entier prennent pleinement conscience de l'ampleur de cette dernière et envisagent de prendre des mesures qui permettent aux enfants et aux jeunes de se protéger des risques de contamination.

55. Le Cameroun, qui est partie à la Convention relative aux droits de l'enfant depuis le 25 septembre 1990, oeuvre sans relâche à la protection et à la promotion de ces droits. Il s'emploie notamment à cette fin à sensibiliser les familles et les collectivités aux droits de l'enfant, à faire connaître les lois et textes fondamentaux pertinents – notamment la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant –, à favoriser la création de crèches, de garderies, d'orphelinats et de centres d'accueil, à appuyer les initiatives privées d'encadrement de la petite enfance et à prendre en charge les mineurs délinquants en les rééduquant lorsqu'ils sont dans des institutions spécialisées et en prison et en les aidant ensuite à se réinsérer socialement.

56. **M. Kamara** (Sierra Leone) dit qu'en dépit de la ratification quasi universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant, la situation des enfants reste critique un peu partout dans le monde, en particulier dans

les pays en développement en proie à des guerres civiles et à la pauvreté, qui ne sont pas à même d'appliquer les dispositions de la Convention et de ses protocoles facultatifs. La délégation sierra-léonaise formule l'espoir que l'adoption des deux protocoles à la Convention fera comprendre que la protection des droits de l'enfant est et doit rester une question hautement prioritaire pour la communauté internationale.

57. En dépit des circonstances particulièrement difficiles que connaît la Sierra Leone, le Gouvernement sierra-léonais s'acquitte de ses obligations de protéger et de promouvoir les droits de l'enfant. Ainsi, il a créé un Ministère de la protection sociale, de la parité entre les sexes et des enfants qui est chargé tout particulièrement de protéger les enfants, notamment dans les zones de combat. Il a également mis en place, avec l'aide de la communauté internationale, un service qui est chargé de désarmer, de démobiliser et de réinsérer les combattants et de répondre aux besoins particuliers des enfants soldats.

58. Le Gouvernement sierra-léonais saisit cette occasion pour remercier le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants ainsi que tous les organismes qui n'ont épargné aucun effort pour alléger les souffrances des enfants pris au piège de la guerre. De même, il tient à remercier le Gouvernement canadien d'avoir accueilli et financé la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre, qui s'est tenue récemment à Winnipeg.

59. Réadapter les enfants, les réinsérer dans la société, exigera de longs efforts. Le Gouvernement sierra-léonais a commencé à s'atteler à cette tâche en mettant en place une commission nationale qui a pour mission de veiller à ce que leurs problèmes soient pleinement pris en compte mais ses moyens sont limités. La Sierra Leone continuera donc à accepter l'aide que lui apportent d'autres pays à titre bilatéral afin de faire en sorte que les enfants touchés par la guerre puissent bénéficier de la protection à laquelle la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs leur donnent droit.

60. La Sierra Leone salue la décision prise par le Conseil de sécurité de créer un tribunal spécial chargé de juger les auteurs des atrocités commises pendant la guerre. La disposition du Protocole facultatif concernant la participation d'enfants à des conflits qui stipule que toute personne passant en jugement doit avoir au

moins 18 ans aura du mal à être acceptée dans le pays, vu que les adolescents de moins de 18 ans qui ont commis des atrocités sont de véritables chefs de guerre bien connus de leurs victimes et de la population, mais elle permettra d'édifier une culture de paix.

61. **Mme Baldeh** (Gambie), qui se limitera à évoquer la question des enfants et des conflits armés, tient, à ce propos, à remercier le Secrétaire général et le Représentant spécial du Secrétaire général pour leur rapport (A/55/163-S/2000/712 et A/55/442 respectivement) ainsi que Mme Graça Machel pour son action inlassable en faveur des enfants et l'UNICEF pour son appui indéfectible.

62. Les statistiques sont affligeantes puisqu'elles font état de 2 millions de morts chez les enfants, d'innombrables blessés, d'orphelins, d'enfants traumatisés, déplacés ou estropiés par des mines terrestres, d'enfants enrôlés de force dans les rangs de groupes armés, enlevés ou brutalisés, situation qui est encore aggravée par l'abondance d'armes légères et de mines antipersonnel. Ce n'est pourtant pas que les instruments juridiques internationaux protégeant les droits des enfants dans les conflits armés fassent défaut; le problème est qu'ils ne sont pas appliqués ce qui explique que les droits des enfants soient violés dans l'impunité. La délégation gambienne espère donc que la stratégie en vue d'une ère d'application du droit international, prônée par le Représentant spécial du Secrétaire général, se révélera efficace, et estime que la signature et la ratification des protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant seraient un premier pas dans cette voie. Il faudrait aussi que les auteurs de ces crimes ignobles soient poursuivis dans le cadre d'une action internationale concertée; la Gambie est donc favorable à la création d'une cour pénale internationale ainsi qu'à l'établissement d'un tribunal spécial pour la Sierra Leone.

63. Le rôle des groupes d'intérêt dans la perpétuation des conflits est tel que la Gambie appuie la recommandation du Représentant spécial concernant le suivi et le contrôle du commerce illicite des ressources naturelles qui alimentent les conflits, et notamment les diamants [par. 128 de son rapport (A/55/442)].

64. Si l'intérêt que prend la communauté internationale aux problèmes des enfants et des conflits armés est amplement illustré par le nombre de conférences tenues depuis 1998, énumérées dans le rapport du Représentant spécial (A/55/442) et les résolutions adop-

tées à ce sujet par le Conseil de sécurité, encore faut-il qu'il débouche sur des mesures concrètes de protection des enfants. La Gambie estime à ce propos qu'il faut mettre l'accent sur la prévention des conflits et les systèmes d'alerte précoce et qu'il convient de prendre des mesures pour s'attaquer aux causes profondes des conflits.

65. **Mme Rustam** (Indonésie) associe sa délégation à la déclaration faite par la Malaisie au nom des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Elle se félicite que la Convention relative aux droits de l'enfant soit presque universellement ratifiée et que les deux protocoles facultatifs à la Convention aient été adoptés. Malgré tous les progrès réalisés, il reste encore beaucoup à faire pour assurer véritablement la sécurité, la protection et le développement des enfants et c'est pourquoi l'Indonésie attend avec intérêt la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants. Le pays met actuellement la dernière main à son rapport sur les activités nationales de suivi de ce sommet, qui fera ressortir non seulement les progrès réalisés, tels que la réduction des taux de mortalité infantine, mais aussi tous les obstacles qui demeurent.

66. Pour l'Indonésie et pour beaucoup d'autres pays, la menace la plus grave pour la santé et le bien-être des enfants est la pauvreté, phénomène incompréhensible à une époque de si grande richesse et de prospérité certaine et qui va grandissant dans bien des pays. Malgré les engagements pris chaque année pour y remédier par une aide publique au développement, un allègement de la dette et des programmes de lutte, les effets sont minimes. Or, la protection des droits de l'enfant exige un environnement socioéconomique sain, une stabilité financière sur le plan national, une reprise économique soutenue après les crises financières et une coopération internationale.

67. Une autre conséquence de la pauvreté générale – mais qui n'excuse pourtant pas ces pratiques – est le travail et la prostitution des enfants. L'Indonésie a signé et ratifié la Convention No 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi de même que la Convention No 182 concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants. Elle a chargé une Commission nationale sur la protection des enfants de s'occuper de toutes ces questions.

68. L'Indonésie, très préoccupée par le problème des enfants dans les conflits armés, est fermement convain-

cue que les droits des enfants doivent être une priorité de tout le processus d'établissement et de consolidation de la paix ainsi que du règlement des conflits, des plans de démobilisation et de réintégration. Elle se félicite à cet égard de l'issue de la Conférence internationale sur les enfants touchés par la guerre, tenue à Winnipeg, et loue le Représentant spécial du Secrétaire général qui n'a cessé de s'efforcer d'appeler l'attention sur ce problème.

69. L'Indonésie se joint à tous ceux qui ont réclamé des mesures d'urgence pour protéger les enfants des effets des mines antipersonnel et demande à la communauté internationale d'apporter l'assistance technique et financière nécessaire pour les opérations de déminage et la réadaptation des victimes. Elle ne peut que se féliciter des programmes de sensibilisation aux mines menées par des organismes des Nations Unies et appuie la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Enfin, la délégation indonésienne exprime son inquiétude devant les conséquences immédiates et à long terme qu'ont les sanctions sur les enfants. Il faut à son avis faire preuve d'une grande prudence en imposant des sanctions et veiller à ce qu'elles contiennent des dispositions permettant aux secours humanitaires d'arriver jusqu'aux populations touchées, en particulier les enfants.

70. **M. Garcia Gonzalez** (El Salvador) dit que sa délégation partage les vues exprimées par le représentant de la Colombie au nom des pays membres du Groupe de Rio.

71. Le Gouvernement salvadorien continue de prêter une grande attention à la promotion et à la défense des droits des enfants et s'emploie à renforcer les mécanismes qu'il a mis en place en vue d'améliorer la situation critique dans laquelle se trouvent de nombreux enfants et adolescents en raison de la pauvreté, de la mauvaise situation économique et sociale, de catastrophes naturelles comme les ouragans Mitch et Keith, de l'analphabétisme, de maladies et de l'existence de « bandes de jeunes ». Il a récemment mis à jour sa politique nationale en faveur de l'enfance et de l'adolescence et commencé à exécuter divers programmes, dont un programme de caractère préventif, intitulé « Pays jeune : ton avenir commence aujourd'hui », qui permet aux jeunes de participer à la vie publique et les aide à s'intégrer dans la société. Le Bureau du Procureur pour la défense des droits de

l'homme exécute lui aussi, avec l'appui de l'UNICEF et de l'association Save the Children, un projet de caractère préventif, intitulé « Défense des droits fondamentaux des enfants et des adolescents », qui vise à associer les enfants et les adolescents à des activités collectives, menées aux niveaux local et national, en développant leurs capacités et leurs qualités d'animateur et d'organisateur.

72. Le Gouverneur salvadorien a signé récemment le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la participation d'enfants aux conflits armés et accomplit actuellement les démarches voulues auprès des institutions nationales compétentes afin de signer, dans un avenir proche, l'autre Protocole facultatif.

73. El Salvador accorde une grande importance à l'édification d'une culture de la paix et, en particulier, à l'application de la Déclaration et du Programme d'action pour une culture de paix, qui serviront de cadre de référence aux activités qui seront organisées à partir de 2001 dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/25. Il accorde également beaucoup d'importance à la session extraordinaire que l'Assemblée générale consacrera en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants et à l'occasion de laquelle il espère que la communauté internationale prendra des mesures concrètes pour lutter contre les pires manifestations de la pauvreté, qui portent de graves préjudices aux enfants.

La séance est levée à 12 h 30.